

«Une alliance solide pour la Transition»

André Rasolo - Groupement des Entités de la Société Civile pour la défense de la démocratie et des valeurs républicaines (GESCI)

L'Express de Madagascar - 03/11/09

À quelques heures de l'ouverture du Sommet d'Addis-Abeba, André Rasolo, professeur en sociologie politique, membre du GESCI, souhaite que les mouvances Rajoelina, Zafy et Ratsiraka forment un bloc contre Marc Ravalomanana. Pour lui, c'est la seule condition de réussite de la Transition.

• À votre avis, que peut-on attendre de la rencontre entre les quatre mouvances à Addis-Abeba ?

- Addis-Abeba est un passage obligé. Depuis que les schémas de sortie de crise proposés par les Malgaches n'ont pas abouti, nous devons nous en tenir au scénario de Maputo qui a débouché sur le sommet d'Addis-Abeba. La vie nationale en dépend et nous ne pouvons pas nous permettre de le contourner. Ce schéma du Groupe international de contact (GIC) est loin d'être le meilleur, mais nous sommes obligés de passer par là pour sortir de l'impasse.

• Vu les intransigeances des uns et des autres, pensez-vous que la rencontre puisse aboutir à quelque chose ?

- La mouvance Ravalomanana est la plus intransigeante, mais à mon avis, il s'agit d'une stratégie d'approche. N'ayant pas suffisamment de force pour contrecarrer les décisions des trois mouvances du 6 octobre dernier et qui sont soutenues par la communauté internationale.

• Mais la mouvance Rajoelina réclame aussi que tous les ministères de souveraineté soient dirigés par ses hommes...

- C'est aussi une stratégie. Une manière surtout de montrer avant le départ des pourparlers qu'il est prêt à défendre le changement souhaité sur la Place du 13-Mai.

• Donc, il y aura forcément des concessions ...

- Chacun doit faire des concessions. Mais cela va aussi dépendre de la manière dont Rajoelina va se battre. Si la mouvance Rajoelina fait une alliance avec la mouvance Zafy, on peut espérer que ce tandem garantira le succès d'Addis-Abeba et deviendra le moteur de la Transition. La mouvance Ratsiraka ne pourra que l'appuyer face au veto éventuel de la mouvance Ravalomanana. Il faut une alliance politique solide pour réussir la Transition vers la IV^e République. Il est logique que cette alliance soit composée des mouvances Rajoelina, Zafy et Ratsiraka.

• Vous avez parlé de l'échec des médiations malgaches ...

- Il y a d'abord eu celle que le Conseil œcuménique des Églises chrétiennes (FFKM) a menée avec les Nations unies. Il y en a aussi une autre, purement malgache, que nous avons voulue la plus consensuelle et inclusive possible, et où tous les chefs des partis représentatifs de toutes les tendances auraient dû avoir leur mot à dire dans la résolution de cette crise. Il y a enfin eu celle initiée par la médiation mais qui n'a concerné que la mouvance Rajoelina.

• À votre avis, pourquoi toutes ces initiatives n'ont-elles pas abouti ?

- Si la première médiation, celle du FFKM, a été un échec, c'est à cause de l'attitude du président Ravalomanana qui ne voulait absolument pas discuter. Mais il ne faut pas non plus exclure la divergence de vue des dirigeants du FFKM dans la conduite des débats. Un chef d'Église semblait avoir un net penchant pour un camp, tandis qu'un autre semblait avoir pris parti pour un autre. À mon sens, le FFKM doit maintenant se remettre en question pour retrouver son statut de Raiamandreny.

• Vous-même, avec deux autres anciens ministres, avez tenté de jouer un rôle de médiation, mais sans succès. Savez-vous pourquoi ?

- C'est ce que nous ne comprenons pas. Tout le monde - les chefs de partis, la communauté diplomatique - était pourtant d'accord sur le schéma que nous avons proposé. Nous, Velompanahy Aristide, José Rakotomavo et moi-même avons élaboré un schéma où tous les chefs des partis les plus importants et les plus représentatifs du pays seraient impliqués. Nous avons pensé que lorsque les Malgaches auront tout réglé entre eux, la Communauté internationale sera appelée à être témoin de la signature de l'accord. Mais cela n'a pas abouti.

• Les acteurs politiques malgaches ne voulaient peut-être pas de vous vu votre passé politique ...

- Peut-être. Comme on dit, nul n'est prophète en son pays. Les acteurs politiques ont tellement ce préjugé de partialité des Malgaches qu'ils préfèrent s'appuyer sur la médiation de la Communauté internationale plutôt que sur celle de la société civile malgache. C'est ce qui est dommage à Madagascar. Nous sommes adeptes de la pensée unique, et la moindre voix discordante est très mal perçue. Nous nous méfions les uns des autres alors que la différence est une richesse.

• Dans tous les cas, la société civile n'a pas réussi dans ses tentatives de médiation.

- La société civile est encore trop jeune, comparée à la société politique, en terme d'organisation. Mais elle suscite l'espoir vu l'engagement, la détermination, la compétence et la volonté d'agir de ses membres. Voyez-vous, pendant sept ans sous le régime Ravalomanana, la société civile ne pouvait pas exercer l'une de ses principales fonctions, qu'est celle de l'interpellation. C'est pourquoi, elle semblait timorée et bloquée et ne critiquait pas beaucoup. Mais depuis les événements de 2009, les activités semblent avoir repris. La société civile s'est bien positionnée. Je parle du CCOC et du GESCI. Elles ne disent pas la même chose, mais elles interpellent. À mon sens, cette divergence d'idées et d'avis n'a rien de grave. Comme on dit, la différence est une richesse et c'est là qu'on retrouve le nouveau sens du fihavanana adapté au monde moderne.

• Les hommes politiques qui deviennent membres de la société civile, ne cherchent-ils pas à se refaire une virginité politique ?

- Je ne le pense pas. C'est plutôt une option individuelle. Après une certaine expérience dans le monde politique, certains hommes politiques ont préféré s'investir dans du concret en s'impliquant dans l'éducation citoyenne, le développement rural, la protection de l'environnement ...

• En tant que membre de la société civile, accepteriez-vous un poste à la direction de l'État ?

- Il faut bien faire la nuance entre prendre le pouvoir et être au pouvoir. La société civile n'agit pas pour prendre le pouvoir, elle n'est pas faite pour ça. Qui dit prendre le pouvoir dit se présenter aux élections, et la société civile ne s'organise pas pour participer aux élections. En revanche, ses membres peuvent être désignés hauts responsables de l'État. À ce moment-là, ils ne prennent pas le pouvoir. Ils sont désignés à des postes à responsabilité.

• Ce n'est pas ce que disent d'autres membres de la société civile qui refusent de participer au gouvernement ...

- La société civile n'a pas à se battre pour faire partie du gouvernement. Mais si les hommes politiques estiment qu'une personnalité de la société civile est plus apte à assumer telle ou telle fonction, pourquoi refuser? Voyez l'engagement des jeunes de 40-50 ans. Ils peuvent difficilement devenir leaders de partis, les anciens faisant de la résistance. Ils s'engagent alors au sein de la société civile, qui est plus présente dans les problèmes concrets du pays.

• La présence d'anciens hommes politiques au sein de la société civile ne remet-elle pas en cause la crédibilité de cette dernière ?

- S'il n'y a pas d'arrière-pensée, non. Si les hommes politiques se servent de la société civile pour satisfaire des ambitions politiques, oui, cela peut remettre en cause sa crédibilité. Mais si l'engagement est réellement dicté par la volonté d'agir, pourquoi pas? Puisqu'ils ont l'expérience politique, ils peuvent s'en servir pour interpellier le pouvoir ...

• Le rôle de la société civile est-elle d'interpeller? L'interpellation n'est-elle pas une prise de position politique ?

- La société civile doit interpellier les dirigeants sur telle ou telle prise de position. L'interpellation est une méthode d'action de la société civile qui doit aussi intervenir dans des actions très directes auprès des femmes et des hommes. Enfin, elle mène des plaidoyers concernant certaines actions d'intérêt général.

• Mais souvent, en interpellant la société civile apporte de l'eau au moulin de l'opposition ...

- C'est que le seuil entre la société civile et la société politique est très mince. Les militants de la société civile sont très engagés. Ils jouent un rôle de plus en plus important pour mobiliser les citoyens, la majorité silencieuse. En Europe, la société civile se mue en société politique. Je prends l'exemple des partis verts. Des individus militant pour la défense de l'environnement, ont décidé de s'engager, de prendre le pouvoir et de ne plus attendre les hommes politiques pour décider. Ils se sont organisés pour conquérir le pouvoir.

Propos recueillis par Lova Rabary-Rakotondravony

Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=30846>